

Gaz et Territoires

Consultation publique du 8 avril 2024 relative à l'évolution du prix repère de vente du gaz naturel (PRVG) et de la référence de coût d'approvisionnement CRE

Date de la contribution : 28/04/2024

Questions relatives à la pérennité de la publication de prix repères

Question 1 : Considérez-vous pertinent que la CRE continue de publier un prix repère ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires souhaite attirer l'attention de la CRE sur le fait que la présence d'un prix repère tend à donner le sentiment que toute offre qui s'en éloignerait serait une offre risquée pour le consommateur. De plus, le fait que de nombreuses personnes aient souscrit une offre indexée sur le prix repère ne peut être analysée comme un signe, positif ou négatif, du bon fonctionnement du marché mais seulement comme une uniformisation des offres de fourniture autour la composante sourcing du prix repère.

Gaz et Territoires n'est pas opposé à ce que la CRE continue de publier un prix repère. Mais étant donné les effets directifs importants sur les offres de fourniture proposées aux clients finals, l'utilité d'un prix repère doit néanmoins être requestionnée régulièrement.

Enfin, Gaz et Territoires considère que l'appellation « PRVG – Prix repère de vente du gaz » peut induire en erreur le consommateur dans la mesure où cela entretient une ambiguïté entre TRVG et PRVG. L'appellation « prix repère gaz », qui était utilisée jusqu'à présent, nous semble plus pertinente. Le prix repère ne doit pas être un outil pour réguler les prix du gaz mais doit se contenter de donner une information aux consommateurs et aux acteurs du secteur.

Question 2 : Êtes-vous favorable à la mise en place d'un PRVG « offres fixes », publié en complément du PRVG « variable » actuellement calculé par la CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Si Gaz et Territoires comprend la logique qui sous-tend la volonté de la CRE de publier un prix repère fixe, plusieurs inconvénients sont néanmoins à noter :

- La présence de deux prix repère peut apporter de la confusion pour les consommateurs et brouiller les signaux envoyés à leur destination. Cela nécessitera donc un accompagnement pédagogique important tant sur le site de la CRE que sur le comparateur du Médiateur.
- La durée retenue pour le prix repère fixe va conduire les fournisseurs à ne proposer que des offres à prix fixe assises sur la même durée. Cela risque donc de restreindre la diversité des offres présentes sur le marché, notamment des offres à prix fixe sur 2 ou 3 ans.
- Il faudrait également préciser ce que l'on entend par « offre à prix fixe » : seule la composante sourcing serait-elle fixe ou le caractère fixe inclurait-il également les coûts ATRD/ATRT ? Si le prix repère fixe n'a de caractère fixe que la composante sourcing, la présence d'un tel prix repère va conduire les fournisseurs proposant des offres dites « full fixes » (incluant dans le périmètre fixe les tarifs des infrastructures) à ne plus proposer ces offres qui avaient pourtant trouvé leur public.
- Il y a autant de prix fixe que de durée de l'offre et de journées de cotation sur les marchés : l'offre à prix fixe ne peut pas donc être un repère sauf à imposer indirectement aux fournisseurs de se sourcer à la date utilisée par la CRE pour son prix repère ce qui pourrait poser un problème de liquidité du marché ce jour-là.

Gaz et Territoires

Etant donné ces inconvénients, Gaz et Territoires considère que la publication d'un prix repère fixe n'est pas souhaitable. Il pourrait ne s'envisager uniquement dès lors que le cadre juridique permettrait aux fournisseurs d'appliquer des frais de résiliation anticipée pour un consommateur résiliant son contrat de fourniture avant l'échéance prévue.

Question 3 : Dans le cas d'une publication d'un PRVG « à prix fixe 12 mois », quelles composantes devraient selon vous différer des composantes du PRVG, et pourquoi ?

La composante sourcing, ainsi que la composante de risques (plus élevés car aléa de consommation + possibilité pour le client de résilier le contrat avant l'échéance), devraient être différentes.

Question 4 : Selon vous, quelles mesures complémentaires permettraient d'améliorer la compréhension des consommateurs face à la publication concomitante de 2 indices de prix ?

Gaz et Territoires considère que si l'un des deux prix repère concernait une offre avec engagement dans la durée (assortie d'éventuels frais de résiliation anticipée), cela permettrait de limiter la confusion auprès du consommateur.

S'agissant particulièrement du comparateur, Gaz et Territoires constate qu'il est actuellement publié sur ce comparateur deux prix repère, pour deux mois différents. Il faut éviter qu'un nouveau prix repère fixe conduise à publier trois prix repère, ce qui serait source de confusion pour le consommateur utilisant le comparateur. Dans l'hypothèse où un prix repère fixe est créé, il semble nécessaire de procéder à un pré-tri des demandes des consommateurs entre le souhait d'avoir une offre indexée ou fixe pour ensuite ne publier que le prix repère pertinent.

Questions relatives à la composante de coût d'approvisionnement PRVG et sa formule d'indexation

Question 5 : Êtes-vous favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité dans l'approvisionnement du PRVG : augmentation de la part de produits trimestriels, introduction de produits « saison », voire « calendaires » ?

Défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'est pas favorable à l'intégration de produits de plus longue maturité étant donné la faible liquidité de ces produits.

Gaz et Territoires tient aussi à souligner que :

- La modification de la référence sourcing ne pourrait s'appliquer que pour les futurs contrats : certaines CGV ne renvoient pas directement à la formule retenue par la CRE (ce qui aurait conduit à appliquer automatiquement le changement de formule de référence) mais ont reproduit dans leurs CGV la formule initialement fixée.
- Plus la maturité est longue, plus il sera difficile pour le fournisseur d'avoir une visibilité précise à cette échéance ce qui pourrait renchérir certaines briques de coûts. L'intégration des produits de longue durée serait une difficulté opérationnelle supplémentaire pour les fournisseurs de petite taille qui vont être obligés de prévoir très à l'avance une évolution d'un petit portefeuille. Cela devrait donc augmenter le risque d'écart et donc la prime de risque.
- Certains fournisseurs n'achètent pas tous les mois le gaz dont ils ont besoin pour reproduire la formule d'approvisionnement. Ils se sourcent auprès d'autres fournisseurs sur la base d'un contrat pluriannuel reproduisant la formule de sourcing actuelle. Ces fournisseurs-là ne pourront pas résilier leur contrat avec leur partenaire sourcing ou modifier la formule de sourcing si celle publiée par la CRE devait évoluer.

Pour toutes ces raisons, Gaz et Territoires considère qu'il est encore trop tôt avant d'envisager une modification de la formule de sourcing : de la stabilité semble avant tout nécessaire pour un prix repère qui n'a pas encore fêté sa première année.

Gaz et Territoires

Question 6 : Si oui, quels produits vous paraît-il raisonnable d'introduire et dans quelles proportions ?

Pour les raisons évoquées à la question 5, Gaz et Territoires n'est pas favorable à une telle évolution.

Question 7 : Êtes-vous favorable à un allongement de la durée de lissage des produits de marché utilisés dans les références CRE ?

Défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires n'est pas favorable à une telle évolution car cela engendrerait les mêmes inconvénients que l'adoption de produits de plus longue maturité.

Question 8 : Estimez-vous que ces évolutions ne devraient concerner que l'une des deux références CRE ? Si oui, laquelle et pourquoi ? Le cas échéant, quel calendrier vous semble devoir être respecté pour de telles évolutions ?

Gaz et Territoires considère qu'il est important d'avoir une transivité entre les deux références : l'évolution de l'une doit conduire à faire évoluer l'autre.

Questions relatives aux composantes de coûts hors approvisionnement du PRVG

Question 9 : Partagez-vous la proposition de la CRE sur l'évolution des coûts commerciaux hors « CEE » ? Identifiez-vous des composantes qui auraient évolué de façon importante et inédite depuis sa dernière étude ?

Gaz et Territoires partage la position de la CRE.

Question 10 : La méthodologie retenue par la CRE vous semble-t-elle adaptée pour mettre à jour la composante de rémunération « risques » ? Des éléments particuliers survenus depuis mai 2023 seraient-ils de nature à remettre en question cette méthode ?

Cette question porte a priori sur la composante HORS risques (contrairement à ce qui est indiqué dans la question). Gaz et Territoires considère qu'un raisonnement en % n'a peu de sens et qu'il convient de raisonner en €/MWh. La composante de rémunération discutée ici est celle « hors risque » : autrement dit, les conditions de marché ne devraient avoir aucun impact sur la marge hors risque. Gaz et Territoire considère donc que le niveau actuel devrait être maintenu.

Question 11 : Avez-vous des remarques sur la proposition de la CRE d'intégrer l'année 2023 dans l'historique permettant de dimensionner la composante du risque du PRVG ?

Gaz et Territoires partage le fait qu'étant donné l'évolution des conditions de marché, la future composante de risques devrait être moins élevée que celle actuelle. Néanmoins, la composante de risques retenue l'année dernière a été fixée à un faible niveau : elle ne devrait pas être retenue comme un point de départ dans le raisonnement. Gaz et Territoires souligne également que l'amélioration des conditions de marché ne conduit pas à diminuer le risque de sous-consommation des clients et les effets volumes associés. Les effets volumes engendrent un risque non nul de non-couverture des charges fixes. Par ailleurs, l'ajout de l'année 2023 devrait également conduire à enlever l'année 2018 afin d'adopter un délai glissant.

Question 12 : À terme, partagez-vous l'intérêt d'un calcul probabiliste similaire à celui effectué dans le cadre des TRVE ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires ne peut se prononcer, dans les délais, sur une telle question complexe sans avoir accès à la méthodologie précise utilisée de façon plus transparente que ce qui est reproduit dans les délibérations de la CRE.

Gaz et Territoires

Questions relatives à la mise à jour de la structure du PRVG

Question 13 : Faut-il mettre à jour annuellement les hypothèses de consommations sous-jacentes à la construction du PRVG ? Le cas échéant, à quelle fréquence ?

Gaz et Territoires est favorable à une mise à jour annuelle.

Question 14 : La répartition entre coûts fixes et coûts variables des coûts commerciaux devrait-elle être revue ? La méthode proposée par la CRE vous semble-t-elle pertinente ?

Gaz et Territoires est favorable à une orientation visant à répartir les coûts fixes sur l'abonnement et les coûts variables sur la part variable.

En revanche, Gaz et Territoires souhaite souligner que les coûts commerciaux ne sont pas variables, et sont fixes très essentiellement : que le client consomme 7 ou 14 MWh, les coûts commerciaux seront identiques. De plus, la volatilité des volumes consommés en fonction des conditions météorologiques n'a pas d'impact sur les coûts commerciaux. En outre, au sein des clients domestiques et contrairement à ce qu'indique la CRE, les services clients des fournisseurs ne sont pas davantage sollicités par les clients consommant des quantités plus importantes. Gaz et Territoires rappelle que les coûts commerciaux ont toujours été des coûts fixes dans les TRVg. Pour toutes ces raisons, Gaz et Territoires s'oppose à rendre variable les coûts commerciaux.

Gaz et Territoires rappelle également que la variabilisation de coûts fixes est au détriment économique du client pour deux raisons : le fournisseur devrait prendre une prime de risque de protection pour le risque volume et la TVA appliquée à la part variable est à 20% contre 5,5% pour l'abonnement.

Question 15 : Quels éléments pourraient justifier une différence de niveau des coûts commerciaux entre deux consommateurs de part et d'autre du « seuil technique » de « consommation annuelle de référence » (CAR) de 4 MWh ?

Cet écart de coûts commerciaux est historique du fait des tarifs T1 et T2 du TRV. Cette distinction ne se vérifie pas en pratique ou très peu. Gaz et Territoires rappelle qu'historiquement l'objectif de cette distinction était de transférer davantage de coûts aux clients ayant des consommations importantes afin de favoriser les clients ayant de plus faibles consommations.

Question 16 : La proposition de la CRE d'inclure les coûts de transport et de stockage dans la part « variable » dans le cadre de la construction d'une « grille tarifaire » PRVG vous semble-t-elle pertinente ?

Ne se prononce pas

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à ne pas intégrer immédiatement la totalité de ces coûts dans l'abonnement dans la mesure où l'intégration de l'intégralité de ces coûts dans l'abonnement conduirait à faire évoluer sensiblement à la hausse ce dernier.

Si la CRE n'intègre pas ces coûts dans l'abonnement, cela devrait tout de même inciter l'autorité sectorielle à intégrer les autres coûts fixes dans l'abonnement afin de garder un signal prix pour le consommateur qui reflète les coûts engendrés et leur nature (fixe / variable).

Question 17 : Considérez-vous, au contraire, qu'une portion de ces coûts doit être incluse dans la part « abonnement » ? Si oui, quelle part et pourquoi ?

Oui

Commentaire :

Gaz et Territoires est favorable à une intégration progressive de ces coûts dans l'abonnement afin que les signaux

Gaz et Territoires

prix reflètent les coûts et leur nature.

Gaz et Territoires rappelle que l'intérêt du point de vue du consommateur militerait pour intégrer ces coûts dans l'abonnement étant donné la TVA à 5,5%.

Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la pertinence de construire une « grille tarifaire » reflétant l'empilement des coûts ?

Ni favorable, ni défavorable

Commentaire :

Gaz et Territoires partage la problématique mais ne dispose pas d'assez d'éléments permettant d'apprécier la méthode qui a été retenue pour construire cette « grille tarifaire ».

Question 19 : Y a-t-il d'autres composantes de coûts au sein du PRVG dont la structure vous paraîtrait mal reflétée par le PRVG ?

Nous n'identifions pas d'autres composantes si ce n'est que les coûts transport et stockage ne sont pas suffisamment intégrés dans la part fixe (cf. questions 16 et 17).

Question 20 : La notion « d'effet de seuil » entre-t-elle en jeu dans la construction des offres de marché ? Le cas échéant, quel barème appliquer aux consommateurs dont la CAR se situe proche du seuil économique de vos grilles tarifaires ?

Ne se prononce pas

Commentaire :

Le seuil de conso (4MWh) sera utilisé pour différencier le T1 et le T2 pour les nouvelles souscriptions.

Pour certains fournisseurs, le seuil est resté à 6 MWh du fait de l'impact significatif sur l'abonnement lors de la fin des TRV gaz.

Question 21 : Quelle grille de PRVG proposée par la CRE vous semble la plus adaptée, et pourquoi ?

Aucune des deux

Commentaire :

Gaz et Territoires s'étonne de la baisse de l'abonnement étant donné les évolutions des postes de l'abonnement et s'oppose à ce que les coûts commerciaux soient variabilisés. Les résultats obtenus semblent difficilement compréhensibles.

Gaz et Territoires ne dispose pas de données suffisantes ni de temps pour mener des simulations permettant d'identifier les impacts de ces grilles.

Questions relatives au calendrier envisagé et au format de publication

Question 22 : Ce calendrier vous paraît-il raisonnable ?

Non

Commentaire :

Gaz et Territoires considère que les évolutions en structure envisagées pour le 1^{er} juillet 2024 sont précipitées et ne laissent que peu de temps aux fournisseurs pour s'adapter alors qu'il n'est pas identifié d'urgence particulière à procéder à ces modifications. Gaz et Territoires tient à souligner que ces évolutions nécessitent une information

Gaz et Territoires

préalable des consommateurs avant leur entrée en application. Le code de la consommation prévoit un délai d'un mois minimum ; les bonnes pratiques défendues par la CRE prévoient un délai de deux mois minimums, ce qui ne pourra pas être respecté pour une application au 1^{er} juillet 2024.

Question 23 : Considérez-vous utile de maintenir la publication d'une fourchette de PRVG ? Partagez-vous l'intérêt de clarifier la dénomination des bornes de la fourchette ? Le cas échéant, quelle dénomination vous semblerait pertinente ?

Gaz et Territoires constate que le médiateur ne communique que la valeur moyenne. Néanmoins, même si la fourchette semble méconnue, elle est tout de même utile et nécessaire. Gaz et territoires regrette que le comparateur du Médiateur ne fasse pas apparaître la fourchette.